

Conférences du CREDAM
13 juin 2002

Connaître les médias, éduquer aux médias

Bernard Miège

Je me suis assez rarement préoccupé d'éducation aux médias, tout en en reconnaissant l'importance. Il existe deux exceptions cependant, la première est liée à des demandes ponctuelles du CLEMI ou de l'université de Grenoble ; la seconde intervint lors d'un Colloque du Conseil de l'Europe à Moscou en 1994 sur " la fonction éducative des médias ". Je notai en particulier que l'approche de l'appropriation des médias permettait au moins de se dégager de la constante critique manipulatoire faite à ces derniers. J'ai remarqué à cette occasion qu'il n'est sans doute pas dommageable que l'information et l'éducation ne soient pas toujours clairement dissociées dans les actions de l'éducation aux médias. Je vais reprendre certains thèmes abordés à cette occasion, en me concentrant sur l'importance de la connaissance des médias dans une optique d'éducation.

1 - Distinguer médias et techniques de communication

À tous points de vue, nous avons intérêt de bien distinguer les médias et les techniques de l'information et de la communication (TIC), même si nous ne savons pas lesquelles parmi les nouvelles technologiques donneront lieu à des médias, et même si nous envisageons dorénavant des nouvelles formes de médias, plus interactives, plus individualisées. Aussi ne me limiterai-je pas aux médias. Faut-il en ce sens suggérer au CLEMI d'élargir son champ et son titre en ajoutant le mot " communication ", ce qui donnerait : CLEMIC ? Ce n'est pas une boutade, mais cela suppose de ne pas y appliquer les mêmes principes, réglementaires et déontologiques.

- **Pour une didactique de la communication**

Ma démarche est inverse de celle couramment retenue : on s'efforce généralement, pour des besoins d'ordre éducatif, de faire appel aux médias, de les mobiliser, de faire comprendre leurs spécificités et de faciliter l'accès à leurs " textes ". C'est le plus souvent la démarche retenue, ce qui historiquement est tout à fait compréhensible, notamment parce qu'il a fallu lutter contre une résistance forte de l'appareil éducatif envers les médias.

Je propose de renverser cette perspective et de partir de la connaissance que nous avons des médias. Pour justifier cette attitude, je dois préciser que je ne suis pas un spécialiste de l'éducation, au moins jusqu'à l'université, et encore moins un pédagogue. Je me présente donc en didacticien de la communication, et plus largement en didacticien des sciences de l'information et de la communication (SIC), où tout, ou presque reste à faire. Les SIC sont suffisamment constituées pour proposer aujourd'hui une didactique, donc une diffusion, une valorisation de leurs connaissances au sein de l'appareil éducatif.

- **Pourquoi une didactique ?**

Se faire didacticien de la communication, suppose de partager certaines convictions ou croyances fortes. Les SIC doivent disposer d'un fonds de connaissances suffisantes et communicables. Ce fonds de connaissances est utile pour l'éducation aux médias, qui ne doit plus se contenter de témoignages, de références, de textes émis par les professionnels sur leurs pratiques et des normes professionnelles, car les universitaires peuvent maintenant proposer leur apport des connaissances sur les médias et les TIC. Il y a urgence à réduire la distance, voire le fossé entre les connaissances disponibles, nécessairement hésitantes, peu affirmatives, sujettes à controverses mais réelles, et les discours publics sur les médias, qu'ils émanent des professionnels ou des citoyens, tous plus ou moins assurés sinon déterminés dans leurs convictions concernant le rôle et le fonctionnement des médias.

Cette valorisation d'un nouveau genre est indispensable pour le débat démocratique. De la part des chercheurs, elle suppose autrement plus de courage civique que de discourir dans les médias sur Loft Story et la néo-TV. Il est nettement plus complexe de parler de la communication politique, de la perte des valeurs et de l'influence des médias, d'autant que les chercheurs qui osent aborder ces sujets ne sont en général pas ou peu écoutés. Avoir des convictions ne signifie pas que toutes les conditions de cette diffusion soient réunies. C'est loin d'être le cas, mais il me semble cependant qu'il faut s'y engager.

2 – Limites actuelles d'une diffusion large des connaissances sur les médias

Ceci étant, je ne fais pas de choix précis entre l'éducation aux médias et une popularisation plus large des connaissances sur ces derniers, et pour une raison au moins. Les enseignants, relais indispensables, demeurent parmi les citoyens les plus convaincus de la " nocivité " des médias et restent dubitatifs quant à l'intérêt de connaître et d'accéder à des savoirs sur les médias. Leur résistance est a priori davantage citoyenne que corporatiste. Cela rend donc difficile une éducation aux médias qui s'appuierait sur les connaissances disponibles dans la communauté universitaire et enseignante.

Les connaissances disponibles ne sauraient d'autre part être surestimées, d'autant qu'une partie des universitaires continue à afficher une distance fondée sur les humanités (modernes) face à toute méthodologie scientifique. D'autres cultivent l'ultra spécialisation, d'autres encore, une forme de radicalisme politique teintée de corporatisme universitaire. Pour autant, les connaissances ne sont pas si négligeables. Le fait que les " grands " professionnels de l'information et de la communication ignorent parfois ces connaissances par condescendance ou pusillanimité, les jugeant inutiles, donne peut-être une justification supplémentaire de les " diffuser ". D'autant qu'un grand nombre de journalistes sont prêts à entendre ce que peut dire la communauté scientifique concernée.

3- De nouveaux objets pour l'éducation aux médias

Sur quels objets pourrait, a priori, porter la popularisation des recherches ? Tout d'abord, et c'est sans aucun doute le moins impliquant, on doit envisager la connaissance du système médiatique en lui-même.

- **Le système médiatique**

On envisage en effet le plus souvent les médias un par un, sans tenir compte ce qui les réunit, voire les conduit à fonctionner tel un système. La faiblesse, sinon le déclin de la presse quotidienne en France a des répercussions sur la presse magazine ou gratuite et s'analyse en tenant compte du rôle de la télévision. Les médias évoluent conjointement, ils s'interpénètrent, ils sont à la fois concurrents et complémentaires. Les découpages et pratiques professionnels comme les exigences déontologiques diffèrent d'un média à l'autre mais ne sauraient dissimuler cet état de fait. C'est un point essentiel pour comprendre les spécificités du système médiatique français.

Cela m'est apparu très fortement en participant, il y a quelques années, à l'élaboration d'un dictionnaire européen demandé par un institut allemand qui regroupait des synthèses concernant les médias de chaque pays. Des différences considérables apparaissaient en fonction des pays, mais observait aussi que le système médiatique de chaque pays expliquait l'évolution de chaque média. La connaissance du système médiatique est par ailleurs une façon d'appréhender le fonctionnement de l'espace public, ce qui me paraît important en éducation aux médias.

- **Apprendre des images et des sons**

Le CLEMI a beaucoup travaillé sur l'apprentissage des images et des sons. Je suis loin d'innover en proposant cette piste pour la didactique de l'éducation aux médias. Une relance me paraît néanmoins nécessaire, car l'apprentissage des images et des sons est souvent l'œuvre de démarches individuelles et d'initiatives isolées au sein des collèges et des lycées.

D'autre part, même si la télévision et le cinéma sont dominants en tant qu'objets de connaissance, il faut se placer dans la perspective du multimédia. Il faut en souligner la faible potentialité actuelle d'innovation, malgré les discours technicistes qui présentent les nouvelles technologies comme innovantes. En ce sens, le multimédia tel qu'on peut l'imaginer n'est véritablement observable que dans les jeux.

L'intérêt de l'étude des images et des sons doit donc être renouvelé, d'autant que les enseignants qui entendent s'y intéresser trouvent désormais un soutien de la part de la communauté universitaire. Il est sans doute stratégiquement utile de laisser se dérouler des réalisations et expérimentations en tous sens, plus ou moins à l'initiative des enseignants isolés et dispersés, mais cela mérite d'être relayé, conforté et appuyé " scientifiquement ". Trop rares sont les universitaires et leurs étudiants qui cherchent à se lier à des réalisations scolaires dans leurs recherches. Il faut articuler les deux démarches.

4 - La question de l'influence des médias et des TIC

Le sujet de l'influence des médias et des nouvelles technologies est très controversé. Je ne distinguerai pas entre les premiers et les secondes. Les TIC sont en effet parfois moins suspectées, considérées comme plus ouvertes

et plus permissives, sauf lorsqu'il est question de les utiliser dans les cours. Cette question de l'influence ou des effets est en fait de loin la plus abordée par les auteurs depuis la petite enfance des SIC. Par delà les oppositions théoriques fonctionnalisme empirique américain, courant cybernétique, démarche linguistique structurale ou non, on peut considérer qu'une majorité d'auteurs à bien distinguer des essayistes, des publicistes militants et des ligues de protection qui se concentrent sur la " nocivité " des médias, ne " démontrent " pas les médias. Ils ont dans l'ensemble montré qu'il fallait distinguer propagande et manipulation d'un côté, et fonctionnement des médias de l'autre.

En se gardant de tout laxisme, l'éducation aux médias devrait s'attacher à ne pas mettre sur le même plan les " effets " à court terme qui sont invérifiables tels que la perte du sens des valeurs, les meurtres commis à la suite du visionnage de films, les perversions, les changements des opinions politiques, et les structurations auxquels ils contribuent sur la longue durée. Nous ne pouvons imputer aux médias qu'une contribution qui s'inscrit sur la longue durée comme la fragmentation de l'espace public, la médiatisation de la communication, etc.

En revanche les effets à court terme généralement présentés comme pervers ou nocifs (comme ce qui s'est dit récemment sur la pédophilie via Internet), avaient été dénoncés précédemment avec d'autres médias comme le cinéma ou la télévision. Ce discours n'est relayé massivement que par les psychologues ou les psychanalystes ; les spécialistes des autres sciences humaines et sociales sont plus réservés. En ce sens, l'imputation d'effets directement causés par les médias ou les TIC est à mon avis le signe d'une " pensée courte ".

5 - Une éducation à la diversité des médias

En outre, je peux en tant que citoyen, prôner un modèle de journalisme comme quatrième pouvoir, représenté à mes yeux par deux ou trois grands titres nationaux, et estimer que le journalisme d'investigation devrait fonctionner plus largement ; mais c'est une chose d'avoir cette perspective pour le journalisme, mais c'est tout une autre chose que de prendre en compte la sphère des médias, dans sa diversité, une diversité qui va perdurer malgré tous les discours contraires.

On ne peut assimiler les médias au fonctionnement de quelques discours douteux. Faut-il ignorer la presse gratuite, qui ne correspond pas à ce modèle et qui pourtant a ou aura de plus en plus de succès auprès des lecteurs plus jeunes ? On ne peut se contenter de juger qu'il s'agit d'une presse d'annonce et en rester là. Faut-il à la fois montrer qu'historiquement la presse d'opinion ne pouvait fonctionner sans une forte contribution financière de ses lecteurs et flatter une approche gratuite d'Internet quitte à mettre les portails entièrement sous la coupe des financements publicitaires ?

6 - Le financement et les logiques de communication

Le financement des moyens d'information est un autre élément clé dont on ne peut faire l'économie dans une éducation aux médias. Sur la scène publique, de telles analyses sont suspectes, ce qui n'empêche pas une majorité de journalistes de les admettre en privé. L'éducation aux médias ne doit pas se conformer à une hypocrisie corporatiste. La question du financement par les usagers est à aborder.

Je peux émettre la même remarque à propos des rapports entre journalisme et communication, entre journalistes et communicateurs. Une grande partie des personnels de la communication ont été journalistes d'information. Si on doit conceptuellement les séparer, il existe malgré tout dans les faits une interpénétration des deux corporations. Il ne s'agit pas de justifier cet état de fait, mais d'en dépasser le constat. Le nier parce qu'il correspond aux modèles bien ancrés ne sert à rien. Toutes ces données sont à intégrer dans une discussion sur l'influence des médias. De ce fait, il est plus que jamais nécessaire de ne pas se modeler sur une vision des médias qui prend sa source auprès de la grande presse nationale, ou de ce qu'il en reste.

7 - La communication politique

Parallèlement, la problématique de la communication politique émerge. N'est pas acceptable la confusion entretenue entre les médias eux-mêmes et les actions relevant de la communication politique dont les agents, dans l'ombre et en toute impunité, c'est à dire sans contrôle, tirent les ficelles, depuis les conseillers et consultants jusqu'aux instituts de sondages, sans oublier quelques vedettes du journalisme défendant une certaine stratégie politique. À terme, cette confusion est de nature à faire perdre de vue que le pluralisme des médias va avec la démocratie.

À ce propos, en France, il ne faut pas oublier la lourde histoire de suspicion, récurrente vis-à-vis des médias, et le souci, dans les années 30, de moraliser le fonctionnement de la presse et de créer les conditions matérielles favorisant les journaux d'opinion face à la grande presse corrompue. Ceci explique encore largement aujourd'hui l'attitude méfiante des enseignants et la confusion entretenue entre les médias et les stratégies de communication politique.

D'où l'importance pour l'éducation aux médias de bien identifier et de mettre à jour les stratégies de communication politique, sans les confondre avec le traitement qu'en font les médias. La communication politique doit être présentée, discutée et critiquée comme telle et non via les médias qui subissent des manœuvres souvent subtiles ; elle n'est pas un phénomène accidentel ou passager. Certes, les connaissances universitaires sont peut-être encore assez limitées.

8 - La société de l'information

Voilà un qualificatif commode, apparemment anodin, largement employé parce qu'il symbolise la modernité technologique qui pourrait, qui devrait même faire l'objet d'un travail éducatif en profondeur ; cela donnerait des résultats intéressants. Non seulement l'expression peut être critiquée comme inadéquate, portée par des essayistes, mais elle conduit surtout à avaliser des positions pour le moins ambiguës, à la base des programmes du G 8, de l'Union Européenne, etc. La première démythification de la société de l'information serait de signaler qu'elle bénéficie d'une vaste promotion par les États les plus puissants. Plus profondément, elle est problématique parce qu'elle promeut la société propre, la fin du travail pénible, l'immatériel comme source de richesse et de valeur.

Pourtant, contrairement à ce qui se passe en Europe, il existe dans le monde de plus en plus de travailleurs manuels. L'appellation société de l'information valorise une idéologie néo-technicienne, la technique apparaissant comme moteur du développement social. Elle surévalue enfin le rôle de la médiatisation dans l'approche de la communication.

9 - Les industries culturelles

La formule " le cinéma est à la fois un art et une industrie " nie le fait que les activités artistiques utilisent des moyens techniques et font l'objet d'une reproduction industrielle. Cette formule chère à Malraux qui se pose sur le mode de l'évitement est heureusement critiquée. Mais s'il faut se féliciter de voir la question des industries culturelles est enfin prise en compte publiquement depuis les manifestations de Seattle, elle est cependant présentée de façon approximative et parfois erronée.

On peut mettre en exergue quatre erreurs principales :

On fait comme si on assistait à la naissance des premières industries culturelles alors que leur histoire est déjà très longue et fournie. On présente les industries culturelles comme l'apanage des grands groupes, alors que le système de l'oligopole et de la fourmilière fonctionne dans plusieurs filières depuis longtemps.

On présente aussi la création artistique comme incompatible avec l'industrie, attitude récurrente des milieux intellectuels mais directement démentie par toute l'histoire ou presque du cinéma.

Matériels et contenus sont présentés comme identiquement envisagés par les industriels, ce qui ne se vérifie pas.

On oublie que la mobilisation des contenus, attendue et espérée depuis le début des années 1990, a connu quelques difficultés, déboires et mêmes désillusions.

Est-il besoin de citer les exemples d'Amazon.com ou de Vivendi ? Ils traduisent tous les spécificités récurrentes des industries culturelles, que la théorie du même nom a pourtant décrites depuis deux ou trois décennies. Il convient donc de montrer que nous sommes entrés dans une phase nouvelle, où un élan est incontestablement donné à l'industrialisation de la culture et de l'information, avec des traits particuliers : relation avec les TIC, transnationalisation recherchée, formation de groupes de communication contrôlant de plus près les filières culturelles et informationnelles (en raison du caractère désormais stratégique de ces productions, " fer de lance " des services immatériels), et recherche de nouveaux champs à valoriser, comme par exemple l'éducation.

10 - Une approche communicationnelle des TICE

Je plaiderai pour qu'il y ait une approche communicationnelle des techniques d'information et de communication pour l'éducation. Le discours actuel dominant est d'ordre pédagogique ou cognitif. Il donne lieu à la très grande majorité des études, mais je pense qu'il y a, à côté place pour une approche communicationnelle.

Au delà des appréciations pédagogiques qui ne les concernent pas, et des interrogations socio-institutionnelles, les SIC peuvent aider à ne pas inscrire les TICE comme un tout indifférencié, d'abord en interrogeant la catégorie "industrialisation de l'éducation" qui recouvre quatre orientations qu'on ne peut mettre sur le même plan, à savoir :

- le développement de télé-services qui accompagnent l'offre de formation actuelle,
- l'accès à des ressources en libre-service, favorisant des pratiques individualisées,
- le recours à des produits standardisés, correspondant plus ou moins à des cursus existants,
- l'appel à des produits élaborés, notamment pour la formation continue ou tout au long de la vie, qui rencontrent actuellement des difficultés de lancement (mais qui correspondent stricto sensu, à l'idée " d'université virtuelle ").

Seules les deux dernières catégories, pour le moment de loin les moins fournies, représentent stricto sensu l'activité relevant des industries culturelles. On se forme spontanément au maniement des outils, en auto-apprentissage. Mais les compétences réellement acquises devraient être vérifiées et mieux connues.

Autre perspective, celle offerte par le maniement des outils d'information et de communication. Les apprentissages techniques, la maîtrise des outils et surtout les pratiques effectives devraient donc être analysés et interprétés du point de vue des compétences communicationnelles acquises. C'est une perspective difficile à mettre en œuvre, peu habituelle et qui a encore rarement donné lieu à des travaux de recherche. En dépit de cela, il convient de s'y engager, y compris de façon expérimentale. Je suis assez convaincu que l'approche communicationnelle peut se révéler rapidement heuristique, face aux visions pédagogiques de certains éducateurs et aux conceptions technicistes des concepteurs- informaticiens, toutes aussi critiquables. Il n'est pas sûr cependant que la communauté universitaire concernée se mobilise facilement, certains pensant avoir sans doute mieux à faire qu'à expérimenter.

11 - Savoir et savoir faire

Finalement, je vous ai peut-être convaincu de l'opportunité de ce renversement de perspectives et de l'intérêt de faire une place spécifique aux SIC dans l'éducation aux médias. Il me semble toutefois que j'emporterai plus facilement votre conviction si je vous avais également proposé une méthodologie didactique. Je ressens mes limites de ce point de vue, même si évidemment les perspectives que je trace postulent une éducation ouverte, cherchant l'initiative personnelle, la pratique des médias et des nouveaux supports.

Je marquerai ma différence avec certains en ajoutant que les médias et les TIC, contrairement à ce qu'implique l'idéologie libérale-libertaire, nécessitent des apprentissages fondés autant sur les savoirs que sur les savoir-faire. J'ai surtout mis l'accent sur les connaissances nécessaires car ce positionnement est peu fréquent et en fait préjudiciable à une insertion des médias dans la société.

Mais vous m'accorderez que je suis tout aussi favorable à la maîtrise des outils. C'est pourquoi j'ai toujours défendu et encouragé les enseignements professionnalisés ; j'ai, parmi les premiers, pris part à la création de plusieurs d'entre eux. On m'accordera donc que je ne néglige pas les savoir faire, mais à condition qu'ils ne donnent pas lieu à des pratiques empiriques où la coopération avec des professionnels dissimule un refus de l'élaboration théorique et d'une compréhension approfondie des phénomènes en jeu.